



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/CES/GE.42/2007/8  
5 avril 2007

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR  
L'EUROPE**

**COMMISSION DE STATISTIQUE**

**CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS**

Réunion d'experts sur les registres des activités  
industrielles et commerciales  
Dixième réunion  
Genève, 18 et 19 juin 2007  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**ÉLABORATION DE PRODUITS STATISTIQUES À PARTIR DES REGISTRES  
DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES**

**ÉLABORATION DE PRODUITS À PARTIR DU REGISTRE DES ACTIVITÉS  
INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES POUR LES BESOINS  
DE LA POLITIQUE RÉGIONALE**

Communication présentée par le Royaume-Uni

La réunion est organisée conjointement avec la Commission des Communautés européennes (Eurostat) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

**Résumé**

La présente communication a été établie par l'Office of National Statistics (ONS) du Royaume-Uni à la demande du Groupe directeur sur les registres des activités industrielles et commerciales de la Conférence des statisticiens européens en vue d'être présentée et examinée à la Réunion conjointe CEE/Eurostat/OCDE qui se tiendra à Genève les 18 et 19 juin 2007. Y sont exposés deux projets de l'ONS visant à améliorer le registre des activités industrielles et commerciales à l'appui des comptes nationaux et régionaux, et à fournir des statistiques aérolaires dans le cadre du programme public de «Statistiques de quartier».

La présente communication jette les bases d'un débat approfondi sur le recensement des diverses pratiques concernant l'élaboration de produits statistiques à partir des registres des activités industrielles et commerciales et des possibilités d'améliorer ces répertoires d'entreprises à des fins statistiques.

## **I. INTRODUCTION**

1. Fin mars 2007, l'Office for National Statistics (ONS) a mené à bien deux projets afin d'élaborer des produits à partir de son registre des activités industrielles et commerciales (répertoire d'entreprises) à l'appui de la politique régionale.
2. Les objectifs des projets étaient les suivants:
  - a) Améliorer le répertoire d'entreprises à l'appui de la comptabilité nationale et régionale et communiquer directement les informations voulues pour poursuivre l'élaboration de la comptabilité nationale et régionale et le développement du réseau de bureaux régionaux de l'ONS dans l'optique de l'examen des statistiques aux fins de l'élaboration de la politique économique du Gouvernement;
  - b) Élaborer des produits aréolaires à l'appui du programme public de Statistiques de quartier.

## **II. LE REGISTRE ACTUEL DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES ET SES PRODUITS**

3. Des renseignements détaillés sur le Registre interdépartemental des activités commerciales et industrielles (Inter Departmental Business Register – IDBR) sont disponibles auprès de diverses sources, notamment l'étude de la qualité (Quality Review) menée en 2001 et le site Web des statistiques nationales (<http://www.statistics.gov.uk/idbr/idbr>).
4. Pour résumer ses principales caractéristiques, l'IDBR est une liste d'entreprises établies dans l'ensemble du Royaume-Uni qui est compilée et tenue par l'ONS depuis 1994. Ce répertoire constitue une base d'échantillonnage pour plus de 150 enquêtes périodiques auprès des entreprises que réalisent l'ONS et d'autres administrations publiques, ainsi qu'une source essentielle de données pour les analyses statistiques des activités industrielles et commerciales.
5. Le registre contient des entreprises de tous les secteurs économiques, à l'exception des très petites entreprises (travailleurs indépendants sans salarié et entreprises dont le chiffre d'affaires est faible) et de certaines organisations à but non lucratif. Les 2,1 millions d'entreprises qui y figurent représentent près de 99 % de l'activité économique du Royaume-Uni; (le reste est constitué de 2,3 millions de très petites entreprises). Le registre donne des informations non seulement au niveau de l'entreprise (en général, le siège), mais aussi au niveau local sur les unités ou les sites – par exemple, un point de vente de détail ou une usine que l'entreprise exploite – qui sont actuellement 2,5 millions. Certaines entreprises font aussi partie intégrante de groupes plus grands.

6. L'IDBR réunit un ensemble d'informations sur les unités économiques:

- a) Nom et adresse;
- b) Classification type par industrie;
- c) Emploi et salariés (hommes – femmes/temps plein et temps partiel);
- d) Chiffre d'affaires (montant des ventes);
- e) Statut juridique (société de capitaux, entreprise individuelle, société de personnes, société anonyme/société nationalisée, administration locale ou organisation à but non lucratif);
- f) Liens intragroupe et pays d'appartenance;
- g) Numéro de l'entreprise;
- h) Taux de natalité et de mortalité des entreprises;
- i) Choix des enquêtes et historique des réponses.

7. Le registre est établi à partir de quatre sources principales, dont trois sont administratives. Les sources fondamentales sont les commerçants enregistrés aux fins du prélèvement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les salariés imposés à la source (Pay As You Earn – PAYE) par les services fiscaux et douaniers (HRMC); il faut y ajouter les informations sur les entreprises constituées en société qui sont inscrites au registre des sociétés (Companies House). Ces sources sont complétées par de grandes enquêtes de l'ONS auxquelles il est obligatoire de répondre et dont le taux de couverture est par conséquent bon. Une autre source est Dun & Bradstreet, qui effectue des travaux de recherche détaillés pour déterminer les structures des groupes, dont les résultats sont rendus publics tous les ans.

8. En général, les bases de données sur les entreprises peuvent être utilisées pour fournir deux types différents de renseignements. Elles donnent en premier lieu, des listes de données individuelles – habituellement le nom et l'adresse d'organisations identifiables – qui peuvent être utilisées comme bases d'échantillonnage et, dans le secteur commercial, pour la vente directe; on peut aussi procéder à une analyse longitudinale. Elles contiennent, en second lieu, des statistiques agrégées sur des zones – allant du niveau national, des régions et des administrations locales aux circonscriptions ou de plus en plus, aux zones faisant l'objet de produits statistiques. Ces données permettent non seulement de comparer des zones, mais aussi de mesurer les tendances au fil du temps. Ces statistiques ne visent pas à divulguer des informations sur les sociétés, et sont souvent modifiées grâce à des techniques de contrôle afin de vérifier que cela est bien le cas.

9. Les produits de l'IDBR rentrent dans quatre catégories. Les deux premières sont confidentielles car elles ne peuvent être utilisées que par l'ONS et d'autres administrations publiques à des fins précises: listes et tableaux sur mesure (sans ajustement pour empêcher leur divulgation). Les échantillons en cours d'établissement par le Business Register Unit (groupe du registre des activités industrielles et commerciales) sont à la fois des entreprises et des unités locales, en nombre à peu près égal.

10. Les tableaux de statistiques agrégées rendus publics sont modifiés (données arrondies et parfois supprimées) afin d'empêcher leur divulgation, et prennent la forme soit de tableaux sur mesure, soit de tableaux normalisés publiés. Ces derniers comprennent:

a) Les entreprises du Royaume-Uni (activité, taille et implantation): les rapports pour 1995 à 2006 peuvent être consultés gratuitement sur le site Web des statistiques nationales. Ils contiennent des tableaux à la fois sur les entreprises et sur les unités locales. Plusieurs tableaux sont ventilés par région administrative et par autorité;

b) Le Small Business Service (Service des petites entreprises) du Ministère du commerce et de l'industrie produit deux bulletins sur les statistiques nationales par an, l'un sur les petites et moyennes entreprises (PME), l'autre sur les créations et les fermetures d'entreprises (enregistrements et radiations pour le prélèvement de la TVA), qui comportent tous deux des ventilations par région.

### III. LES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE ALLSOPP

11. Le mandat de l'étude des statistiques pour l'élaboration de la politique économique confiée à Christopher Allsopp était très vaste, à savoir: examiner les informations nécessaires à l'élaboration de la politique monétaire et plus largement de la politique économique; en accordant une attention plus particulière à:

a) La demande et la fourniture d'informations régionales;

b) La question de savoir si la transformation structurelle de l'économie T est bien illustrée par «la nature, la fréquence et l'actualité des statistiques économiques officielles».

12. Deux rapports ont été rédigés, dont le premier était axé sur les informations nécessaires à la politique économique régionale. Celles-ci ont été jugées considérables et justifiées par la délégation de plus en plus poussée de la politique économique aux pays et régions qui composent le Royaume-Uni; il y était aussi affirmé que la responsabilité de la politique économique ne pouvait s'exercer sans la communication de statistiques.

13. Le rapport final peut être consulté sur le site [www.hm-treasury.gov.uk/allsopp](http://www.hm-treasury.gov.uk/allsopp).

14. Les recommandations pertinentes sont les suivantes:

«Les organismes régionaux et locaux auront toujours des besoins particuliers qui seront satisfaits au mieux par la collecte ad hoc de données. L'autonomie régionale est importante, mais elle doit être conciliée avec les grands avantages que procure la compilation uniforme de données qui sont comparables entre régions. Nous recommandons donc que: chaque fois que possible, les enquêtes sur les entreprises utilisent une base d'échantillonnage commune, habituellement l'IDBR; les observatoires régionaux peuvent jouer un rôle ici, notamment en échangeant des meilleures pratiques; mais l'ONS et le GSS peuvent y contribuer en prodiguant des conseils et en échangeant des meilleures pratiques pour les données recueillies par des organes régionaux; et l'ONS et d'autres organismes devraient envisager un «label de qualité» intermédiaire pour les enquêtes qui ont été réalisées en suivant les conseils de l'ONS et en compilant les données selon des principes

et procédures convenus, mais qui ne relèvent pas de la responsabilité de l'ONS.». (Recommandation 28)

«Nous préconisons en particulier que le Gouvernement élabore en priorité des mécanismes permettant à l'ONS et aux administrations décentralisées d'avoir plus largement accès aux informations collectées par les deux administrations chargées de percevoir les recettes fiscales. Par ailleurs, l'ONS devrait s'enquérir de la manière dont les informations sur l'IDBR pourraient être plus largement diffusées, à condition de disposer des garanties voulues en matière de respect de la confidentialité et d'utilisation à des fins uniquement statistiques. La mise en œuvre de l'une comme de l'autre de ces recommandations pourrait exiger que l'on modifie la législation en vigueur ou que l'on adopte une nouvelle loi.». (Recommandation 41)

«Comme il est prévu dans le programme de modernisation de l'ONS, l'IDBR, l'enquête annuelle sur le registre (ARI) et les méthodes connexes devraient être étendues afin de jouer un rôle central plus élaboré dans les contributions et les produits des enquêtes sur les entreprises destinés à satisfaire les besoins nationaux et régionaux. On pourrait aller vers un élargissement de la couverture de l'IDBR, l'extension de l'ARI, l'intégration accrue avec d'autres enquêtes, ainsi que l'élaboration de nouvelles méthodes d'estimation et de répartition. Il serait aussi bon de soutenir les plus nombreuses méthodes d'analyse et enquêtes de toutes les administrations publiques, en particulier les enquêtes téléphoniques.». (Recommandation 50)

#### **IV. LES PROJETS – MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE ALLSOPP**

15. L'IDBR est un élément clef de toutes les enquêtes de l'ONS sur les entreprises car il fournit une base d'échantillonnage. Il est aussi utilisé de manière croissante comme source de données statistiques. Un certain nombre d'administrations publiques s'en servent, y compris les administrations décentralisées d'Écosse, du pays de Galles et d'Irlande du Nord. Le projet vise à améliorer la qualité des données sur les unités locales figurant dans l'IDBR afin de soutenir un ensemble plus large de produits régionaux, de rechercher de nouvelles sources de registre et d'étudier les possibilités d'améliorer les contributions locales et régionales à la qualité du registre.

16. Grâce à ce projet, l'ONS disposera d'un cadre nettement meilleur pour produire des estimations régionales de variables économiques et d'un système fonctionnel d'échange et de validation des données avec les organismes régionaux. Les avantages procurés se traduiront donc par une amélioration de la qualité, par un appui accru aux clients régionaux ainsi que par l'évaluation de nouvelles sources de données et l'augmentation du taux de couverture.

17. Les principales améliorations apportées à la qualité liées aux sources de données existantes sont les suivantes:

- a) Étendre la couverture de l'enquête sur le répertoire d'entreprises, enquête annuelle qui met à jour les informations sur les unités locales;
- b) Adopter de meilleurs outils de rapprochement afin de pouvoir utiliser davantage les sources de données existantes (enregistrement des sociétés et des employeurs dont les salariés sont imposés à la source);

c) Évaluer l'intérêt d'ajouter des sociétés qui sont trop petites pour être enregistrées aux fins du prélèvement de la TVA ou en tant qu'employeur.

18. L'aide aux régions a porté sur la définition des besoins, l'élaboration d'analyses et l'examen du cadre juridique.

19. L'évaluation des nouvelles sources de données a été essentiellement axée sur celles qui pouvaient être rapprochées des sources existantes. Cela correspond aux catégories suivantes:

- a) Source réglementaire lorsqu'il existe des passerelles juridiques;
- b) Source réglementaire lorsqu'une passerelle juridique serait nécessaire;
- c) Sources du secteur privé.

20. L'organisme d'évaluation (Value Office Agency – VOA) est une source réglementaire disponible qui pourrait recenser des unités locales et fournir des données sur la surface occupée en tant qu'indicateur supplémentaire de la taille. Toutefois, cette source ne contenait que les adresses des immeubles et le fait que ceux-ci pouvaient être occupés par plusieurs employeurs rendait impossible tout rapprochement au niveau des unités locales.

21. Nous avons aussi étudié la possibilité d'utiliser les données Yell – source du secteur privé – pour identifier de nouvelles unités locales et améliorer la portée et la qualité des informations sur les numéros téléphoniques des entreprises existantes. Toutefois, l'accès aux fichiers Yell était onéreux et les taux de rapprochement n'étaient pas élevés. Par conséquent, nous n'avons pas cherché à utiliser ces deux sources comme sources complètes de données supplémentaires, même s'il a été constaté que des données partiellement appariées procuraient des avantages aux utilisateurs.

22. Les sources VOA et Yell peuvent aussi permettre l'analyse au niveau le plus bas qui peut être utilisé en liaison avec les produits directs de l'IDBR en vue de mieux connaître la situation économique. Nous avons aussi étudié la possibilité d'utiliser les données Yell pour deux parties de l'Angleterre (Bristol/Bath et Blackpool).

23. Le système de l'impôt sur les sociétés peut aussi être une source précieuse d'informations financières mais il n'est pas accessible actuellement avant un délai de deux ans environ. En communiquant des données du répertoire d'entreprises au HMRC, grâce à l'existence d'une passerelle juridique, il a été possible de procéder à des analyses statistiques des fichiers de l'impôt sur les sociétés qui ont trait aux produits provenant du répertoire de l'ONS.

## **V. LES PROJETS – ÉLABORER DES STATISTIQUES DE QUARTIER**

24. Depuis le début des années 70, le Royaume-Uni a fait paraître des publications annuelles à partir de son registre des activités industrielles et commerciales. Les premières publications ne portaient que sur les unités locales les plus grandes qui étaient répertoriées dans les industries manufacturières. Toutefois, à la faveur de l'établissement d'un registre fondé sur les données administratives relatives à la TVA au milieu des années 80, l'analyse s'est enrichie de tableaux au niveau des entreprises pour l'ensemble de l'économie. Au milieu des années 90, un autre changement a eu lieu: les registres distincts des entreprises relatifs aux statistiques financières et

aux statistiques sur l'emploi ont fusionné pour constituer l'IDBR. Cela a permis la publication de données ventilées par emploi, secteur d'activité et zone géographique au niveau des unités locales pour l'ensemble de l'économie.

25. Les préoccupations des pouvoirs publics à l'égard du manque d'informations à l'appui de l'élaboration des politiques pour les zones locales ont débouché sur la création du programme de Statistiques de quartier (NeSS). Si ce dernier portait essentiellement sur les produits provenant du recensement de la population et les indicateurs de la misère sociale, la nécessité de disposer de statistiques sur les entreprises à un niveau local détaillé était aussi reconnu. Le Royaume-Uni a utilisé une méthode d'échantillonnage pour réunir les données sur les entreprises, méthode qui est la plus bénéfique aux statistiques régionales. Seul le répertoire d'entreprises permet de procéder à une analyse plus détaillée.

26. La politique publique en matière de privation d'emploi vise à : «Créer et conserver des emplois dans les zones locales; favoriser le développement des petites entreprises; faire le lien avec un ensemble d'objectifs du Gouvernement, notamment l'augmentation du taux global d'emploi, la réduction de l'écart persistant entre les taux de croissance et la construction d'une société où les petites entreprises prospèrent.».

27. Compte tenu de la nécessité de disposer de ressources pour élaborer ces statistiques sur les entreprises, le programme NeSS a financé des réformes qui ont abouti à partir de 2004 à plusieurs changements, à la fois dans la présentation des données et dans leur étendue; des données géographiques tirées de recensements ont ainsi été publiées en 2005 pour l'Angleterre et le pays de Galles.

28. Historiquement, les analyses sous-nationales étaient principalement publiées au niveau des régions administratives (GOR). Pour le répertoire d'entreprises, il a été possible de produire des analyses à un niveau inférieur, à savoir celui des circonscriptions électorales. La taille de l'échantillon varie grandement, allant de moins d'une centaine de résidents à plus de 30 000, et les limites géographiques sont régulièrement modifiées. Il a donc été décidé d'établir des zones qui auraient toujours la même taille et dont les limites ne changeraient pas, à partir des groupes des zones statistiques (OA) utilisées pour le recensement de 2001, et connues sous le nom de «super zones statistiques» (SOA). Pour satisfaire les besoins, il a été décidé de créer trois couches de SOA: une couche inférieure (population minimale: 1 000 résidents), une couche intermédiaire (population minimale: 5 000 résidents) et une couche supérieure (population minimale: 25 000 résidents).

29. Pour les statistiques sur les entreprises, c'est la couche intermédiaire qu'on a choisi de publier. Les zones couvertes sont plus petites qu'auparavant, et les problèmes de divulgation sont moindres. Toutefois, la demande de produits basés sur les régions administratives persiste et cela a abouti à l'élaboration de produits au niveau des districts des administrations locales.

30. Les SOA ont été définies à partir d'informations ayant trait à la population résidente d'une zone. Toutefois, la répartition des entreprises ne correspond pas nécessairement à la même zone géographique. Le meilleur exemple est la ville de Londres, qui comporte peu de résidents mais un très grand nombre d'entreprises, dont les salariés proviennent d'autres zones géographiques. En conséquence, la couche intermédiaire des SOA ne fournit pas suffisamment d'éléments pour de nombreuses analyses. Il a été envisagé de créer un ensemble parallèle de zones statistiques

pour les entreprises qui reflètent mieux la répartition de l'activité économique, mais les travaux accomplis sur cette question ne sont pas encore achevés.

31. Six tableaux ont été publiés en 2004 et 19 autres en 2005. Certains portent sur les régions administratives (GOR) et sur les limites traditionnelles des administrations locales (LA). À des fins de publication, il est possible de présenter des analyses au niveau du district de l'administration locale (LAD) ou au niveau équivalent de l'administration unitaire (UA). Les tableaux relatifs aux SOA se rapportent tous à la couche intermédiaire.

32. Des tableaux sont aussi disponibles à un niveau d'agrégation géographique inférieure, à la demande des utilisateurs.

Numéro du tableau	Titre du tableau	Niveau géographique
131	Nombre d'unités locales acquittant la TVA par grand groupe d'activités économiques	SOA-GOR
132	Nombre d'unités locales acquittant la TVA par catégorie d'emploi	SOA-GOR
133	Nombre d'unités locales acquittant la TVA par statut public ou privé, site unique ou multiple	SOA-GOR
134	Nombre total d'unités locales acquittant la TVA – zones urbaines et rurales	SOA-GOR
135	Nombre d'unités locales acquittant la TVA par emploi – zones urbaines	LA-GOR
136	Nombre d'unités locales acquittant la TVA par emploi – zones rurales	LA-GOR
137	Nombre d'unités locales acquittant la TVA par grand groupe d'activités économiques – zones urbaines	LA-GOR
138	Nombre d'unités locales acquittant la TVA par grand groupe d'activités économiques – zones rurales	LA-GOR
139	Nombre d'unités locales acquittant la TVA ventilées par zones urbaines et rurales	GOR
140	Nombre d'entreprises acquittant la TVA par grand groupe d'activités économiques	SOA-GOR
141	Nombre d'entreprises acquittant la TVA par emploi	SOA-GOR
142	Nombre d'entreprises acquittant la TVA par statut public ou privé, site unique ou multiple	SOA-GOR
143	Nombre d'entreprises acquittant la TVA – zones rurales et urbaines	SOA-GOR
144	Nombre d'entreprises acquittant la TVA par emploi – zones urbaines	LA-GOR
145	Nombre d'entreprises acquittant la TVA par emploi – zones rurales	LA-GOR



146	Nombre d'entreprises acquittant la TVA par grand groupe d'activités économiques – zones urbaines	LA-GOR
147	Nombre d'entreprises acquittant la TVA par grand groupe d'activités économiques – zones rurales	LA-GOR
148	Nombre d'entreprises acquittant la TVA ventilées par zones urbaines et rurales	GOR
149	Nombre d'entreprises acquittant la TVA par ancienneté	SOA-GOR

33. Outre les données communiquées au NeSS, 40 tableaux de référence sont disponibles dans la publication sur les entreprises du Royaume-Uni (activité, taille et implantation) qui sert de source aux données du NeSS. Ces tableaux s'inspirent des 23 tableaux produits en 2004.

Unité locale	Entreprise	Titre
A1.1	B1.1	District, comté et UA au sein des régions et des pays par grand groupe d'activités économiques
A1.2	B1.2	District, comté et UA au sein des régions et des pays par catégorie d'emploi
	B1.3	District, comté et UA au sein des régions et des pays par chiffre d'affaires
	B1.4	District, comté et UA au sein des régions et des pays par ancienneté
A2.1	B2.1	Classification type par industrie, par région administrative et par catégorie d'emploi
	B2.2	Classification type par industrie, par région administrative et par chiffre d'affaires
A3.1	B3.1	Classification type par industrie et par catégorie d'emploi
	B3.2	Classification type par industrie et par chiffre d'affaires
	B3.3	Classification type par industrie et par ancienneté
A3.4	B3.4	Classification type par industrie et par région administrative
A4.1	B4.1	Classification type par industrie et par catégorie d'emploi
	B4.2	Classification type par industrie et par chiffre d'affaires
	B5.1	Grand groupe d'activités économiques par chiffre d'affaires
	B5.2a	Grand groupe d'activités économiques par chiffre d'affaires pour les entreprises individuelles
	B5.2b	Grand groupe d'activités économiques par chiffre d'affaires pour les sociétés de personnes
	B5.2c	Grand groupe d'activités économiques par chiffre d'affaires pour les sociétés de capitaux et les sociétés anonymes

	B5.2d	Grand groupe d'activités économiques par chiffre d'affaires pour les administrations publiques et les organisations à but non lucratif
A5.3	B5.3	Grand groupe d'activités économiques par catégorie d'emploi
A5.4a	B5.4a	Grand groupe d'activités économiques par catégorie d'emploi pour les entreprises individuelles
A5.4b	B5.4b	Grand groupe d'activités économiques par emploi pour les sociétés de personnes
A5.4c	B5.4c	Grand groupe d'activités économiques par emploi pour les sociétés de capitaux et les sociétés anonymes
A5.4d	B5.4d	Grand groupe d'activités économiques par emploi pour les administrations publiques et les organisations à but non lucratif
A6.1	B6.1	Circonscription parlementaire par grand groupe d'activités économiques
A6.2	B6.2	Circonscription parlementaire par catégorie d'emploi
	B6.3	Circonscription parlementaire par chiffre d'affaires
	B7.1	Classification commerciale de la TVA par année
	B7.2	Grand groupe d'activités économiques par année

34. En 2005, les améliorations suivantes ont été apportées à la publication sur les entreprises du Royaume-Uni:

- a) Ajout d'un ensemble de tableaux au niveau des entreprises et des unités locales qui détaillent la répartition des unités par circonscription parlementaire;
- b) Incorporation dans les tableaux sur le statut juridique de la répartition des données relatives aux unités locales (sites) selon le statut juridique. Des explications sur les statistiques sont données à l'utilisateur;
- c) Fourniture d'outils interactifs qui permettent aux utilisateurs de manipuler et de visualiser les données:
  - i) Le graphique interactif des entreprises du Royaume-Uni illustre l'évolution du nombre d'unités par grand groupe d'activités économiques de 1995 à 2005, en permettant aux utilisateurs de choisir de manière interactive les grands groupes d'activités économiques;
  - ii) La carte interactive des entreprises du Royaume-Uni présente les grands groupes d'activités économiques pour chaque district du Royaume-Uni sur une carte interactive. Les groupes d'activités économiques sont représentés par des cercles de couleur dont la taille est proportionnelle au nombre d'unités enregistrées dans les districts. On peut aussi afficher le nombre d'unités de tous les groupes d'activités économiques dans chaque district.

35. Les données sur l'entrepreneuriat pourraient aussi être un indicateur clef de la réussite des initiatives de renouveau des quartiers. Elles montrent à quel point la renaissance économique favorise la création d'entreprises, et illustrent d'autres facteurs susceptibles d'inciter à la création d'entreprises.

36. Le projet visait à identifier des sources de données sur l'entrepreneuriat et l'économie informelle et à entreprendre une étude de portée sur les sources réelles et potentielles de données et l'opportunité de les utiliser pour les statistiques de quartier.

37. Les définitions de l'entrepreneuriat et de l'économie informelle ont été revues ainsi que les différentes méthodes de mesure qui ont été utilisées auparavant, de même que les sources actuelles de données, qui sont toutes présentées dans le rapport en question, disponible à l'adresse: <http://www.neighbourhood.statistics.gov.uk/dissemination/>.

## **VI. CADRE JURIDIQUE – CONTRAINTES D'UTILISATION**

38. Les données détenues par l>IDBR proviennent essentiellement de sources administratives, mais sont complétées par des enquêtes statistiques. Ces deux sources imposent des contraintes en matière d'utilisation, la divulgation de données confidentielles étant passible d'une peine.

39. Le site Web des Statistiques de quartier est public et ne contient donc que des données anonymisées. Les méthodes utilisées pour les données relatives aux personnes et aux ménages ne sont généralement pas directement applicables aux données économiques. Les principaux produits prennent la forme de tableaux statistiques, établis au moyen du programme SuperCross. Les méthodes de divulgation commencent à peine à être utilisées. Pour les produits élaborés jusqu'à ce jour, nous avons donc arrondi les chiffres figurant dans les cellules.

40. Certains utilisateurs, essentiellement les organismes publics, peuvent aussi avoir accès à des données à diffusion restreinte. Le système national d'information en ligne NOMIS (National On-line Manpower Information System) permet aux chercheurs des administrations centrales et locales de consulter les produits protégés et nous étudions les possibilités offertes par ce système. L'ONS a aussi mis au point un laboratoire virtuel de données (VDL) qui permet aux chercheurs agréés d'accéder aux données dans des conditions strictement contrôlées.

41. Pour mettre en œuvre les recommandations de l'étude Allsopp, nous avons besoin de fournir un accès au réseau régional que l'ONS a créé le 1<sup>er</sup> avril 2007. Le réseau régional réunit deux agents de l'ONS dans chaque région d'Angleterre (GOR) (voir la carte figurant en annexe). Ces agents travaillent avec le personnel de l'organisme de développement régional, lequel n'est pas actuellement autorisé à avoir accès aux données du répertoire d'entreprises. En dehors de l'Angleterre, l'Exécutif écossais, le Gouvernement de l'Assemblée galloise et les administrations d'Irlande du Nord y ont accès.

42. L'accès aux produits est possible en partie grâce à la législation en vigueur, mais il faudra la modifier si l'on veut satisfaire tous les besoins valables des clients. Le Gouvernement a rédigé un projet de loi parlementaire afin de créer un office statistique national indépendant qui remplacera l'ONS à compter d'avril 2008. Dans le cadre de l'examen de ce projet de loi, on envisage d'avoir recours à des règlements.

## ANNEX (English only)

**United Kingdom:** Government Office Regions, as at 3 August 1998

